

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Paraguay-a-l-heure-des-changements>

# **Le Paraguay a l'heure des changements**

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : lundi 3 septembre 2007

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**En avril 2008 il y aura des élections présidentielles. Pour la première fois en 60 ans, le parti Colorado pourrait se voir forcé de quitter le palais du gouvernement. Commencerait alors la transition, aussi longtemps désirée qu'ajournée, vers la démocratie au Paraguay.**

**Par Raúl Zibechi**

[IRC Programa de las Américas](#). Le 28 août 2007.

[Leer en español](#)

Depuis le coup d'État qui, en 1989, renversa le dictateur Alfredo Stroessner, les 17 dernières années, celle de la démocratie, n'ont pas été très différentes des 35 années antérieures au putsch. Le dictateur, qui gouvernait le pays depuis 1954, s'était appuyé sur le même parti qui gouverne le pays jusqu'à aujourd'hui au moyen du clientélisme, de la corruption et d'une bonne dose de répression. Mais le 29 mars 2006, il semble que l'histoire de ce pays ait chaviré : plus de 40 000 personnes sont descendues dans la rue de la capitale, Asunción, pour éviter que le président Nicanor Duarte Frutos puisse se représenter, ce qu'interdit la Constitution.

Le porte-parole de cette énorme mobilisation était l'évêque de San Pedro, une zone où les paysans luttent depuis longtemps contre les propriétaires terriens. Fernando Lugo en est venu d'un coup à personnifier l'espoir de changement d'une société lasse de la corruption et des mauvais gouvernements. Tous les sondages le donnent comme favori, comme le seul capable de déloger le parti Colorado, qui contrôle tous les ressorts du pouvoir : la bureaucratie d'État, l'armée, la mafia et le grand patronat.

### Un modèle épuisé

La situation sociale et économique du pays est désastreuse. Sur 6 millions d'habitants, 63% sont pauvres (le chiffre officiel est 48%) et 26% indigents. Environ 80% - 4,5 millions - n'ont pas accès aux soins de santé élémentaires. 600 000 paysans sans terre errent dans le pays depuis que les grandes entreprises ont fait du Paraguay l'un des plus grands exportateurs de soja au monde. 100.000 Paraguayens émigrent de la campagne vers la ville chaque année ou quittent le pays pour l'Espagne ou l'Argentine : les envois de fonds des migrants représentent désormais la seconde rentrée financière du pays, dépassés seulement par les exportations de soja.

L'État paraguayen est l'un des plus inefficaces et corrompus du monde. Il compte 200.000 fonctionnaires, dont 95% font partie du parti Colorado. En dépit de la faiblesse numérique de la population, chaque jour, 10 enfants meurent de dénutrition et de maladies. Le parti Colorado, un parti d'État, est la principale source de contrôle social et de clientélisme, ce qui lui a permis de détenir un pouvoir quasi absolu durant 60 ans, que ce soit en dictature ou en « démocratie ». En 2006, les producteurs de soja ont exporté l'équivalent de 450 millions de dollars et l'oligarchie des éleveurs quelque 430 millions. Ils paient des impôts misérables : 3% pour les éleveurs et 1,8% pour les producteurs de soja. Les banques en paient encore moins [1].

Le sociologue Tomás Palau, du Centre de recherches Base-Is, affirme que l'épuisement du modèle politique et économique va de pair avec la désintégration institutionnelle d'un pouvoir oligarchique. La manière dont les gens perçoivent l'État paraguayen est qu'il existe de moins en moins pour eux, mais qu'il existe bel et bien et se montre très puissant quand il s'agit de défendre les intérêts de l'oligarchie des éleveurs et des transnationales agro-exportatrices (soja, canne à sucre, coton) [2].

Ce qui est vu à Washington comme un *failed state* est, pour la population paraguayenne et surtout pour les pauvres,

un authentique cauchemar. Un journaliste paraguayen explique que le fait d'être resté au pouvoir pendant 60 ans a provoqué au sein du parti Colorado une grande usure, laquelle a conduit l'État à une situation d'inefficacité qui se traduit par « *un désordre presque complet, où les administrateurs du pouvoir, les Colorados, ne peuvent contrôler ni se contrôler dans la gestion de la chose publique : leurs 'caudillos' répondent, non plus au dictateur ou au chef, mais directement au parrain de la mafia régionale* » [3].

Un État infiltré par la corruption, où le pouvoir législatif est constitué de corrompus et où le pouvoir judiciaire est incapable d'administrer la justice, permet aux groupes patronaux mafieux de jouir d'un pouvoir illimité. Ces puissants groupes sont au nombre de quatre, selon le sociologue Palau : les éleveurs, avec une richesse estimée à 6 milliards de dollars, disposent de commandos paramilitaires ; les narcotrafiants, qui produisent la marijuana, font du trafic de cocaïne, blanchissent de l'argent et ont la capacité d'acheter les policiers ; les multinationales exportatrices de soja, de coton et de canne à sucre ; et enfin les « pseudo-entrepreneurs » liés à des affaires légales et illégales avec l'État et à la contrebande d'électroménager et de cigarettes.

En politique, cette crise institutionnelle et sociale se manifeste par « l'achat du vote qui peut englober jusqu'à un tiers des électeurs. Dans la dernière élection, le vote était coté à 100 000 et même 200 000 guaranis per capita (20 à 40 dollars US) » [4].

Selon le sondage régional Latinobarómetro, au Paraguay 4% seulement de la population (contre 40% en Bolivie) considèrent comme efficace la lutte du gouvernement contre la corruption et 40% (contre 7% en Bolivie) croient que le gouvernement du Paraguay fomenté la corruption.

### L'irruption de la société civile

Cet ensemble de facteurs de pouvoir a provoqué « l'épuisement de l'État prébendier et clientéliste au service du parti Colorado et du modèle économique agro-exportateur ». La fin de cette période a ouvert, depuis les années 90, « une lutte pour l'hégémonie politique du processus, marquée par des crises successives, des tentatives de coups d'État, des homicides en série, des élections frauduleuses et un bon nombre de mobilisations populaires » [5]. La société civile se montre maintenant très active, vu que c'est la seule manière de se faire entendre et de faire valoir des droits que l'État ne respecte pas.

La désintégration institutionnelle et sociale se traduit par la multiplication des mobilisations de paysans qui occupent des terres et reçoivent en réponse des autorités et des grands propriétaires des assassinats et la mise en accusation par le ministère public de 2 000 dirigeants. Mais cette désintégration se reflète aussi dans la chute de la participation électorale, puisqu'aux dernières élections municipales, 65% des inscrits ne se sont pas rendus aux urnes. A plusieurs occasions, la population a dû occuper les rues pour interdire que la loi soit violée.

Cette lutte a ses dates et ses morts. Mars 1999 fut le moment le plus douloureux de cette crise, avec l'assassinat du vice-président José Maria Argaña. Le général Lino Oviedo, un militaire messianique et autoritaire, joua un rôle important dans le coup d'État de 1989 qui mit fin à la dictature. Bien qu'il collabora avec le tout-puissant Stroessner, on dit qu'il le força à la reddition quand il dégoupilla une grenade et le visa avec un fusil. Il espérait tirer profit de la chute du dictateur et, dans la mêlée pour le pouvoir, il aurait été le cerveau de l'assassinat d'Argaña. En réaction à ce crime, les Paraguayens se sont soulevés. Cet événement est connu comme « le mars paraguayen », au cours duquel des dizaines de jeunes furent assassinés par des francs-tireurs sympathisants d'Oviedo.

Le général dut s'exiler, d'abord en Argentine où il reçut la protection du président Menem, puis au Brésil. A son retour au pays, il fut jugé et condamné, et maintenant il est en prison [6], mais le Parlement se prépare à discuter une amnistie qui pourrait bénéficier au parti Colorado dans sa dispute avec Fernando Lugo, puisqu'ils seraient en compétition pour les mêmes secteurs sociaux [7].

En 2002, les secteurs populaires descendirent à nouveau dans la rue pour empêcher la privatisation des entreprises publiques et l'approbation de la loi anti-terroriste sans consultation citoyenne. Le gouvernement dut faire marche arrière quand le vaste mouvement social, en particulier paysan, bloqua les routes principales et paralysa le pays.

La troisième irruption du mouvement social eut lieu en mars de l'an dernier, quand le président (avec la complicité de la Cour suprême de justice) tenta de violer la Constitution pour être réélu. C'est à cette occasion que fut créée Resistencia Ciudadana (Résistance citoyenne), le rassemblement de tous les secteurs politiques et sociaux de l'opposition qui convoquèrent la plus grande manifestation de ces dernières années. Le porte-parole de cette action était l'évêque Fernando Lugo qui a émergé comme une alternative à la crise des partis. Selon certains sondages, Lugo est crédité de 70% d'appui populaire.

### L'évêque des pauvres

Dans une interview accordée au journal *Brasil de Fato* [8], Lugo a rappelé qu'il était né en 1952 dans un petit bourg rural de 60 familles, San Solano. C'est le plus jeune des six frères d'une famille qui fut durement persécutée par la dictature de Stroessner : son père fut emprisonné 20 fois. Enfant, Lugo vendait des *empanadas* et du café dans les rues de la ville d'Encarnación, où avait immigré sa famille. Trois de ses frères furent emprisonnés, torturés et expulsés du pays pendant 23 ans.

Il suivit des études pour devenir instituteur et donna des cours dans une salle où s'entassaient 100 élèves, jusqu'à ce qu'à 19 ans il décide d'entrer au séminaire de la Congrégation du Verbe divin [9]. « *C'est la population de Hohenau, où je donnais des cours aux enfants, qui m'a poussé à devenir religieux. Les gens étaient très religieux et il n'y avait pas de prêtre, mais ils se réunissaient quand même tous les dimanches, et moi je participais à ces célébrations, par la lecture de la parole de Dieu, les commentaires, les prières et les chants. C'est à Hohenau que Dieu est entré dans ma vie.* » [10]

En 1977, il est ordonné prêtre et voyage en Équateur où il découvre la théologie de la libération et l'Église des pauvres. En 1982, il retourne au Paraguay et l'année suivante il est expulsé du pays à cause de ses sermons « subversifs » et pour avoir dit du mal du gouvernement. Il vit à Rome et revient en 1987. En 1994, il est ordonné évêque du diocèse de San Pedro, le plus pauvre du pays. « *En 1994, quand il entra en fonction au diocèse, il y eut 112 occupations de terre, dont 52 à San Pedro. Quand je suis arrivé, il y avait 650 communautés ecclésiales de base, quand je suis parti, il y en avait 1 000.* » Dans le département comportant les plus grands *latifundios*, la pastorale sociale organisait peu à peu les paysans sans terre, à l'instar du processus qui, au Brésil donna naissance au mouvement sans terre.

Lugo se lança très vite en politique. Lui-même raconte le changement : « J'ai quitté le diocèse en 2005 et je suis arrivé à la réflexion que les grands efforts qui se font à travers l'Église n'ont pas eu les résultats escomptés ; j'ai réalisé que les changements réels dans les domaines économique et social viennent de la politique. Alors j'ai commencé à me réunir avec un groupe de 12 amis, le 3 janvier 2006 - un groupe d'étude et d'analyse composé d'artistes, d'intellectuels, de paysans, d'étudiants, pour réfléchir sur le pays. Ce groupe grandit et devint le 17 décembre le Mouvement populaire Tekojoja (égalité, en guarani). Très vite il devint le mouvement politique à la plus forte croissance. » [11]

Tekojoja a recueilli plus de 100 000 signatures pour que Lugo se présente comme candidat à la présidence. Le 22 décembre 2006, il a démissionné de son ministère sacerdotal ; le 4 janvier 2007, le Vatican a refusé sa démission et l'a suspendu ensuite *a divinis*. Ce n'est pas un détail. La Constitution du Paraguay dit qu'aucun prêtre de n'importe quel culte ne peut aspirer à la présidence. Ayant renoncé à sa condition de prêtre, Lugo considère qu'il répond aux critères pour être président. Mais Duarte Frutos ne l'admet pas, ce qui provoque un dur affrontement entre le gouvernement et l'Église catholique. Il est possible que, dans les prochains mois, la Cour suprême de justice invalide

sa candidature en invoquant un argument non pas légal mais théologique. En effet, pour l'Église, un prêtre restera toujours prêtre même s'il démissionne de ses fonctions. Lugo n'a pas confiance en la justice de son pays, comme la majorité des Paraguayens. La Cour est composée de 9 membres : 5 Colorados et 4 de l'opposition. Le problème est que si l'on empêche la candidature de Lugo, une grande partie de la population considérerait cela comme un coup d'État et la réaction populaire serait imprévisible.

### Vers une seconde transition ?

Les partis politiques vivent une crise aiguë de représentation et de légitimité. L'opposition parlementaire s'est unie dans ce que l'on appelle la Concertación Democrática (Concertation démocratique), composée du Parti Libéral Radical Authentique (PLRA), de l'Union Nationale des Citoyens Éthiques (UNACE), de Patria Querida (Patrie chérie), d'Encuentro Nacional (Rencontre nationale) et de País Solidario (Pays solidaire). Ce sont en majorité des néolibéraux qui professent ce que nous pourrions appeler « une vieille culture politique », le PLRA étant le seul disposant d'une structure importante dans tout le pays capable de rivaliser avec le parti Colorado.

Les mouvements sociaux et politiques entrent aussi en ligne de compte. Tout au long de l'année 2006, pour lancer et appuyer la candidature de Lugo, qui ne dispose d'aucune structure, au moins 3 grands blocs ont été créés :

- ▶ Le Bloque Social y Popular (Bloc social et populaire), composé des 5 centrales syndicales, un secteur du mouvement paysan, la démocratie chrétienne, le Parti fébrériste et le Parti des travailleurs.
- ▶ Le second groupe est País Posible (Pays possible), conduit par le frère de Lugo, qui a une trajectoire de résistance au sein du parti Colorado et cherche à récupérer ce vote.
- ▶ Enfin le Mouvement populaire Tekojoja qui est le plus proche de Lugo et participe aussi au Bloc social et populaire.

Les groupes de gauche, très proches du mouvement paysan, ont créé une Coordination des mouvements indépendants, qui est arrivé à présenter des candidats dans 10 des 221 municipalités du pays. C'est la première fois qu'une partie significative du mouvement paysan a encouragé la participation électorale, ce qui représente un changement par rapport aux périodes antérieures. Cette confluence a fait naître le Frente Social y Popular (Front social et populaire) qui, depuis fin 2006, tente de créer une large alliance avec Tekojoja et le Bloque Social y Popular pour faire contrepoids à la Concertación Democrática dans le projet de Lugo [\[12\]](#).

Lugo a dû choisir entre le traditionnel et le nouveau, entre, d'un côté, le Bloc et les mouvements sociaux, et, de l'autre, la Concertación Democrática. C'était un choix entre la gauche sociale et la structure, le programme de changements et la sécurité que lui apportent les appareils pour vaincre le parti Colorado. Finalement il se présentera comme le candidat de la Concertación Democrática, prenant pour vice-président un membre du PRLA. Peu avant de prendre sa décision, il a expliqué clairement de quoi il s'agissait : « *La 'Concertation' pourrait assurer le contrôle électoral. Ce sont des partis jouissant d'une représentation parlementaire qui peuvent offrir deux choses : garantir un contrôle correct du processus électoral et aussi la possibilité de gouvernement parce qu'ils ont beaucoup de parlementaires. On ne peut pas réconcilier le 'Bloc populaire' avec la 'Concertation'.* » [\[13\]](#)

Selon le membre du Service de Paix et Justice SERPAJ), Orlando Castillo, le choix de Lugo peut lui garantir le triomphe électoral mais peut aussi lui lier les mains à l'heure des changements : « *Lugo cherche une structure qui puisse soutenir sa candidature, parce que, en dehors de sa popularité, il ne possède ni structure, ni expérience, ni l'argent nécessaire à une campagne électorale. Mais avec la 'Concertation', il se fourre dans des problèmes. S'il arrive au gouvernement, il court le risque de ne pas pouvoir gouverner. Le parti Colorado, dans l'opposition, peut être très dangereux, vu qu'il aura la majorité au Parlement et que la deuxième formation sera celle des libéraux. La gauche n'aura presque pas de représentants.* » [\[14\]](#)

D'après cette dernière analyse, une fois au gouvernement, les libéraux pourraient s'unir aux Colorados pour faire un procès politique contre Lugo et l'écartier du pouvoir. Souvenons-nous que les libéraux ont toujours cohabité avec le parti Colorado, y compris pendant la dictature et qu'ils sont un parti néolibéral qui pratique la même politique clientéliste et corrompue qui domine au Paraguay. La seule différence, c'est qu'ils n'ont jamais été au pouvoir et prétendent utiliser Lugo pour arriver au palais.

Le climat politique est tendu et confus. Les ambitions de pouvoir sont nombreuses. Depuis que Lugo a décidé de se présenter avec la 'Concertation' et un vice-président libéral, plusieurs mouvements tendant vers la rupture de cette alliance se sont produits. Le parti Patria Querida a quitté la 'Concertation' parce qu'il veut son propre candidat à la présidence. L'UNACE cherche à obtenir une amnistie pour le militaire putschiste Lino Oviedo, pour le présenter comme son propre candidat [15].

Au sein du parti Colorado, il y a deux courants très forts qui ne cessent de s'affronter. Le 3 mai dernier, la Chambre des députés avait approuvé un projet de Loi anti-terroriste, sous la pression de Washington. Selon l'opposition et les organismes de défense des droits humains, cette loi n'établit pas clairement les limites de ce qui est considéré comme terrorisme, porte atteinte aux droits humains et criminalise la protestation sociale [16].

Le 9 août, les sénateurs ont repoussé la loi, tout en décidant d'introduire dans le Code pénal quelques modifications qui favorisent les grands propriétaires terriens et nuisent aux mouvements paysans. Le parti Colorado a voté contre, en guise d'avertissement au gouvernement de George W. Bush, afin que celui-ci appuie la réélection de Duarte Frutos et cesse de promouvoir la candidature du vice-président Luis Castiglioni, ami personnel de Donald Rumsfeld.

Pour le mouvement social, enthousiasmé par Lugo parce qu'il promet la réforme agraire et l'autonomie du pays, le panorama est plus complexe encore. Selon Castillo, « *les mouvements continuent à espérer que Lugo se tourne vers eux. D'un côté, c'est la seule alternative. De l'autre, ils courent un grand risque. Pas moins de 14 partis se sont formés pour appuyer Lugo mais en réalité tous veulent accéder au Parlement. Ils courent le risque de perdre la crédibilité qu'ils ont gagnée durant tant d'années de résistance* » [17].

### Références bibliographiques :

**Aristides ORTIZ**, « A las puertas de una segunda transición », *Brecha*, Montevideo, 9 mars 2007.

**ALOP** (Asociación Latinoamericana de Organismos de Promoción), *Informe Democracia y Desarrollo 2006-2007*, Asunción, juin 2007 [www.alop.org](http://www.alop.org).

**Brasil de Fato**, « O Paraguai subsidia as indústrias de São Paulo », entretien avec Fernando Lugo, 30 mai 2007.

**Hugo RICHTER**, « Paraguay : crisis y expectativa de cambio », OSAL n° 21, Buenos Aires, septembre 2006.

**José Antonio VERA**, « Hacia una verdadera transición democrática », *Brecha*, Montevideo, 9 mars 2007.

**Orlando CASTILLO**, « Otro revés a la Ley Terrorista de Washington », août 2007 sur <http://www.serpajamericalatina.org/>.

**Pablo STEFANONI**, « ¿Fin de época en Paraguay ? », *Le Monde Diplomatique*, Buenos Aires, juillet 2007. En français sur le RISAL : [Entre espoir et scepticisme. Fin d'une époque au Paraguay ?](#).

**Ricardo CANESE**, « Itaipú, conflicto o equidad entre Paraguay y Brasil », *Movimiento Popular Tekojoja*.

**Raúl ZIBECHI**, Entretien avec Orlando Castillo, 17 août 2007.

**Traduction de** : Sylvette Liens pour Diffusion d'information sur l'Amérique latine [DIAL](#))

---

[1] Aristides Ortiz, op. cit.

[2] Idem.

[3] Idem.

[4] ALOP, op. cit., p. 7.

[5] Hugo Richter, op. cit., p. 60.

[6] [Note de DIAL] Il a été placé en liberté conditionnelle le 6 septembre.

[7] Pablo Stefanoni, op. cit., p. 8.

[8] [Note de DIAL] Traduction française : [Entretien avec Fernando Lugo](#)

[9] Entretien avec Fernando Lugo publié dans *Brasil de Fato*.

[10] Idem.

[11] Idem.

[12] ALOP, op. cit., p. 21.

[13] Entretien avec Fernando Lugo publié dans *Brasil de Fato*.

[14] Entretien avec Orlando Castillo.

[15] [Note de DIAL] La Cour suprême a annulé, le mardi 30 octobre 2007, la condamnation qui pesait contre Lino Oviedo pour avoir participé à la tentative de coup d'État d'avril 1996 contre le président d'alors, Juan Carlos Wasmosy, habilitant du même coup sa candidature pour les élections présidentielles d'avril 2008.

[16] Orlando Castillo, op. cit., p. 2.

[17] Entretien avec Orlando Castillo.